

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE RODEREN  
SEANCE DU 09 JUIN 2022**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

L'an deux mil vingt-deux, le neuf juin à vingt heures, le conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christophe KIPPELEN, Maire.

Date de la convocation :

**31 mai 2022**

Date d'affichage :

**02 juin 2022**

**Présents : Mmes et MM.**

Éric SOENEN, Béatrice TESTUD, Emmanuelle RUFF,  
Marc WILLEMANN, Jocelyne SOURD, Lucile ZUSSY, Anatole  
FUCHS, Anne-Marie TSCHIRHART, Fanny WEIGEL, Marion  
FUCHS, Stéphanie HALLER, Éric HUMBERT.

**Nombre de membres : 15**

**En exercice : 15**

**Suffrages exprimés : 15**

**Votes Pour : 15**

**Votes Contre : 0**

**Abstentions : 0**

**Excusé(s) :**

M. Régis MAÎTRE,

M. Jean-Sébastien INEICH,

**Procuration(s) :**

M. Anatole FUCHS

M. Éric SOENEN

**DEL20220609\_007**

**Objet de la délibération : Recours contre le Plan de Gestion des Risques Inondation**

Monsieur le Maire expose que les collectivités haut-rhinoises se sont fortement mobilisées en 2021 lors de la consultation pour le PGRI Rhin-Meuse 2022/2027. Les avis recueillis à l'échelle Rhin-Meuse émanent essentiellement des collectivités alsaciennes, et plus particulièrement haut-rhinoises dont les avis sont majoritairement négatifs.

Suite à cette consultation, quelques modifications ont été apportées au document et présentées lors de la commission inondation du 28 janvier 2022.

**L'extension du principe de calcul de la bande arrière digue aux aménagements hydrauliques est abandonnée ce qui est positif.** Néanmoins l'orientation O3.4D3 indique que la prise en compte du risque de rupture nécessite la mise en place d'une bande « inconstructible » à l'arrière des digues.

Cela entre en contradiction avec le décret PPRI qui demande une bande classée en aléa « très fort ». Or celle-ci n'est pas systématiquement inconstructible puisqu'il existe des principes d'exception.

Il serait donc nécessaire de modifier cette rédaction.

Concernant l'extension des principes du décret PPRI, la rédaction initiale précisait que les principes du décret PPRI devaient être étendus y compris aux zones couvertes par un PPRI déjà approuvé.

**Cela a été abandonné ce qui est positif.**

La rédaction initiale prévoyait également l'extension des principes du décret PPRI aux zones non couvertes par un PPRI dans les documents d'urbanisme. **Cela a été modifié pour ne viser que les documents d'urbanisme en cours d'élaboration/révision.**

**Cela n'est pas satisfaisant** car l'extension des principes du décret PPRI nécessitent des études précises qui sont du ressort de l'Etat et non des collectivités. Même si les "GEMAPIENS" peuvent disposer d'études, celles-ci ne seront pas suffisamment précises pour

pouvoir qualifier les risques aussi finement que les attendus d'un PPRI (caractérisation de hauteur, vitesse, dynamique...).

Il existe donc un risque de dérive des services de l'Etat visant à exiger des compléments d'études.

Nous restons donc opposés à ce principe d'extension.

**Concernant la non prise en compte du rôle des digues et des aménagements hydrauliques, aucun changement n'est apporté.** La disposition O3.2.D3 indique, par exemple, que l'effet écrêteur d'un dispositif de stockage des eaux ne doit pas être pris en compte en matière d'urbanisme. Cela va à l'encontre de la définition même d'un aménagement hydraulique qui précise qu'il participe à la diminution du risque d'inondation d'un territoire (article R562 18 du Code de l'Environnement).

Cela va également à l'encontre des préconisations du PGRI qui encourage à la mise en place de telles zones. Les zones en aval de ces ouvrages sont des zones protégées et non des zones inondables.

**Il existe une centaine d'ouvrages de ce type dans le département qui protègent des milliers d'habitations. Avec cette rédaction, ils seront déclassés sans aucune concertation ni fondement technique ou légal.**

Les modifications apportées restent donc insuffisantes.

Monsieur le Maire propose l'adoption de la délibération suivante.

**Vu le nouveau document du PGRI 2022/2027 présenté lors de la commission inondation du 28 janvier 2022 ;**

**Vu le courrier adressé par le Président de RIVIERES de Haute Alsace à l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse et à la DREAL ;**

**Considérant l'exposé des motifs ;**

**Considérant que les mesures proposées vont bien au-delà de ce que demande la réglementation ;**

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

- **Soutient la démarche de RIVIERES de Haute-Alsace ;**
- **Demande la modification de la rédaction de l'article O3.4D3 ;**
- **Demande l'abandon de l'extension des principes du décret PPRI à l'ensemble des documents d'urbanisme ;**
- **Demande que les aménagements hydrauliques soient pris en compte dans la qualification de l'aléa dès lors qu'ils ont été conçus pour la crue de référence ;**
- **Maintient en conséquence son avis négatif au projet de PGRI du bassin Rhin-Meuse 2022/2027.**

Roderen, le 13/06/2022  
Le Maire, Christophe KIPPELEN

Acte rendu exécutoire après dépôt en  
Sous-Préfecture le 14/06/2022  
et publication ou notification du 14/06/2022